

Lina Murr Nehmé et Michel Fayad - Vers l'effondrement de la République islamique d'Iran

[La Nouvelle Revue Politique](https://nouvellerevuepolitique.fr/lina-murr-nehme-et-michel-fayad-vers-leffondrement-de-la-republique-islamique-diran/)

Lina Murr Nehmé est une historienne, politologue et professeure d'université franco-libanaise. Enseignante à l'Université libanaise de Beyrouth, elle est spécialiste de l'histoire politique et religieuse du Moyen-Orient. Elle est connue pour ses travaux critiques sur l'islamisme et pour ses nombreux ouvrages consacrés aux idéologies religieuses et aux enjeux contemporains du monde arabe.

Michel Fayad est consultant en asset management, spécialiste de l'énergie et des ressources naturelles, ainsi qu'analyste politique et géopolitique. Il a occupé des fonctions de direction, direction générale et de conseil stratégique dans les secteurs minier, pétrolier et gazier, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient. Il est également formateur en géopolitique de l'énergie à l'IFP Énergies nouvelles et intervient régulièrement comme commentateur dans les médias français et internationaux.

L'Iran vient de franchir un seuil historique. Ce qui relevait encore récemment de vagues successives de protestations sociales et politiques est désormais entré dans une dynamique insurrectionnelle structurée, durable et à l'échelle nationale. À Téhéran et dans plus de trente-cinq villes du pays, la République

islamique affronte une contestation qui ne demande plus des réformes, mais carrément, la chute du système.

Téhéran, cœur battant de la rupture

C'est surtout dans la capitale que les manifestations ont atteint une intensité inédite. La place Istanbul et les rues Naser Khosrow et République, sont à présent des théâtres d'affrontements directs entre manifestants et forces de sécurité. Gaz lacrymogènes, matraques, tirs à balles réelles et charges de Bassidji et de Pasdaran contre la population, se heurtent, de la part de celle-ci, à une résistance désormais organisée. La contestation ne cible plus des politiques publiques comme avant. Elles visent le cœur idéologique du régime, comme le montrent les slogans que scandent les nouveaux manifestants : « Mort au dictateur », « Mort à Khamenei », ou encore, « Femme, Vie, Liberté ».

La présence massive de la jeunesse, des femmes et des étudiants marque un tournant sociologique décisif. Dans les universités de Téhéran – Science et Culture, Martyr Beheshti, Khajeh Nasir, Polytechnique, Yazd ou Ispahan Industriel – les étudiants désignent sans ambiguïté les forces de sécurité comme des milices idéologiques étrangères à la nation, scandant des slogans d'une violence nouvelle : « Bassidji, Sepah, vous êtes notre Daech ! », « L'étudiant meurt, mais n'accepte pas l'humiliation », etc.

Une insurrection devenue nationale

La dynamique n'est plus locale. D'importantes villes de province – Ispahan, Mashhad, Tabriz, Hamadan, Karaj, Qeshm, Lordegan, Marvdasht, Yasuj, Fasa, Kouhdasht, Arak, Fouladshahr, Gorgan, Bandar Abbas, Qazvin, Babol, Lali, Nourabad, Azna, etc. – sont entrées dans la contestation active. Cette extension géographique massive marque une

rupture stratégique : le régime n'est plus confronté à une crise périphérique, mais à une crise de souveraineté intérieure.

À côté des mots d'ordre révolutionnaires contemporains, on entend pour la première fois des appels explicites à une alternative politique : « Zandeh bad shah! [Vive le Shah !] » « JavidShah ! [Longue vie au Shah !] », « Pahlavi reviendra », « L'Iran est prêt ! Commande, Shahzadeh [Prince] ! ». L'aspiration à une monarchie constitutionnelle laïque, incarnée par Reza Pahlavi, le fils du dernier chah, s'impose désormais comme l'une des références politiques structurantes du mouvement. Ce n'était pas forcément le cas lors des mobilisations de masse précédentes.

Grèves, pénuries et pré-effondrement économique

Le soulèvement se double d'une paralysie économique progressive. Les grands bazars – notamment ceux de Téhéran, Shoush et Amir Kabir – ferment, tandis que les universités entrent en ébullition. Cette grève civique se développe sur un terrain économique déjà sinistré.

Ainsi, le rial s'effondre de façon vertigineuse à cause du snapback des sanctions internationales contre le programme nucléaire. Il faut désormais environ 1,4 million de riyals pour acheter un dollar. L'inflation dépasse 52 %, provoquant des pénuries alimentaires jamais vues sous la République islamique, une explosion du prix des médicaments et un effondrement du tissu commercial.

La sécheresse se poursuit, et le pouvoir n'assure plus l'eau potable à une grande partie du pays. L'électricité est rationnée. L'économie iranienne est désormais engagée dans un processus de désintégration structurelle. Les pénuries alimentaires sont plus graves que jamais, et la paupérisation s'accélère à un rythme intolérable : deux tiers de la population vivent sous le seuil de pauvreté.

Le régime est ainsi confronté à une équation sans solution : un État policier dont la base économique se délite, et dont la capacité à acheter la loyauté sociale est désormais épuisée.

Répression létale et perte de légitimité

La réponse sécuritaire a franchi un nouveau palier. Des tirs à balles réelles ont causé au moins sept morts confirmés – dont deux à Lordegan et trois dans le Lorestan – et plus de trente blessés. Des véhicules civils et des familles ont été pris pour cibles. En 2025, après des procès expéditifs, plus de 2 200 personnes ont été exécutées et plus de 1 500 condamnations à mort prononcées. La torture et les violences sexuelles sont documentées dans les prisons. La République islamique n'apparaît plus comme un État autoritaire, mais comme un appareil de violence systémique dirigé contre sa propre population.

Parallèlement, des actes de résistance structurée se multiplient : plusieurs postes du Corps des Gardiens de la Révolution islamique, et des gouvernorats ont été pris d'assaut dans les provinces de Hamadan et du Khuzestan. Des statues de Qassem Soleimani ont été brûlées à Lali et des domaines religieux à Farsan. À Azna, dans le Lorestan, un commissariat de police a été incendié par la population. Au moins un Pasdaran a été tué. Ces actions traduisent un passage de la protestation à l'insurrection violente.

Une coalition nationale au-delà des fractures identitaires

Les Kurdes, les Baloutches, les Arabes d'Ahvaz et les Azéris participent activement au mouvement. Pour la première fois depuis des décennies, les minorités ethniques ne sont plus cantonnées à des revendications locales : elles s'inscrivent dans une conscience nationale unifiée autour de la dignité, de la liberté et du rejet du système islamiste.

Ce dépassement des fractures internes constitue un choc stratégique pour le régime, historiquement fondé sur la division communautaire comme outil de contrôle.

Un pouvoir qui vacille de l'intérieur

Ali Khamenei apparaît désormais isolé. Des hésitations sont observées au sein des forces de sécurité, avec des retraits tactiques dans certaines villes. La peur change de camp. Les menaces extérieures – notamment contre Israël – apparaissent de plus en plus comme des diversions visant à masquer la perte de contrôle intérieure.

La dimension internationale vient désormais se greffer à la crise intérieure. Le 2 janvier 2026, Donald Trump a publiquement averti le régime iranien : « If Iran shoots and violently kills peaceful protesters, which is their custom, the United States of America will come to their rescue. We are locked and loaded and ready to go. » (« Si l'Iran tire sur des manifestants pacifiques et les tue violemment, comme c'est souvent le cas, les États-Unis d'Amérique viendront à leur secours. Nous sommes parés et prêts à intervenir. »)

Cette déclaration marque une rupture majeure : un président américain assume publiquement l'hypothèse d'une protection militaire directe des manifestants iraniens.

Les figures historiques des Gardiens de la Révolution, telles que Mohammad Ali Jafari et Mohsen Rezaee, sont désormais perçues comme des symboles de corruption, d'échec stratégique et de répression aveugle. Leur discrédit interne fragilise l'oligarchie militaire idéologisée qui soutient le régime.

2026 : une année charnière

L'année 2026 s'annonce décisive. L'économie iranienne est engagée dans une crise irréversible, l'isolement international s'accroît et la loyauté interne se délite. Pendant que le pouvoir siphonne les ressources nationales (pétrole, gaz et métaux) au profit de conflits extérieurs, la société iranienne rejette la corruption et réclame une reconstruction politique et morale du pays.

À Fasa, des tentatives de prise de contrôle de bâtiments gouvernementaux ont déjà été observées. Des grèves silencieuses, organisées et coordonnées, se multiplient. Le Prince Reza Pahlavi a appelé publiquement les forces armées à perturber la machine répressive et à soutenir activement la population. Le message est clair : la population n'a plus peur.

Ce n'est plus la question du « si » qui se pose, mais celle du « quand ».

L'Iran est entré dans la phase terminale de la République islamique. Et pour la première fois depuis quarante-sept ans, un horizon politique post-théocratique est ouvert, structuré, assumé et nationalement partagé.